

Réponses à The Shift Project sur « DÉCARBONER L EUROPE »

THE SHIFT PROJECT

Pour une société décarbonée et dénucléarisée

Il y a cinq ans, en réponse à l 'appel lancé par The Shift Project, j 'avais argumenté ainsi mon refus de signer le *Manifeste pour décarboner l Europe* soumis aux candidats à l élection présidentielle de 2017 :
« Les atteintes à l 'environnement sont globales, nous ne pouvons pas nous contenter de décarboner l Europe alors que les entreprises européennes continuent de polluer le reste de la planète. ( ) Nous ne pouvons pas signer votre manifes car nous refusons les fausses solutions comme le nucléaire dont nous prônons l 'arrêt, les OGM,les LGV que nous class parmi les Grands projets inutiles, imposés et nuisibles à l 'environnement Nous retenons parmi vos 9 propositions : la révolution du transport en commun en ville qui passe par son développement et sa gratuité ; la fermeture des centrales à charbon ; la rénovation des logements, anciens ou pas, des bâtiments publics. Nous défendons aussi le passage à l 'agrobiologie en 10 ans. Nous voulons engager une réflexion sur les transports publics et la réduction des transports d marchandises. La transition écologique qui s 'amorce n 'est pas la nôtre et le combat est plus que jamais nécessaire pou lutter contre le basculement climatique déjà engagé etcréer les conditions d 'un autre monde. »

L 'année de la COP21, les pays du G20 dilapidaient 452milliards de dollars par an pour développer les énergies fossiles[1] .A l 'entrée en vigueur de l 'accord « historique » de Paris (4 novembre 2016),les dirigeants de la planète devaient s 'atteler aux aspects techniques pou maintenir la hausse de la température sous les 2°C d 'ici 2100. Or, à la COP26(4 novembre 2021), seuls 20 pays se sont engagés à stopper leurs investissements publics dans les combustibles fossiles à partir de la fin de2022.
Afin d 'atteindre la « neutralité carbone » en 2050, les multinationales que l 'on retrouve d 'ailleurs parmi les sponsors des conférences annuelles climat,font du lobbying pour négocier les permis à polluer, vendre leurs « solutions »et autres « dispositifs d 'atténuation » des émissions de gaz à effet de serre :« séquestrer » le CO2, « compenser » la perte de biodiversité, « relancer » le nucléaire Un bilan sérieux de l 'empreinte carbone globale de l 'électricité nucléaire reste à faire. Mais les éléments disponibles montrent qu 'elle n 'est pas « bas carbone » : que ce soit pour son rendement (33%, contre 85% pour l hydroélectricité), l 'extraction et l 'enrichissement de l 'uranium (qui pendant33 ans a mobilisé la production électrique de 2 réacteurs de la centrale du Tricastin), la construction, le transport (minerai, combustibles, déchets) ou encore le traitement, l 'entreposage et le stockage des déchets

En France, le candidat Macron de 2017 s 'était engagé sur le*« développement des énergies renouvelables pour réduire notre dépendance au nucléaire »* [2]*. A l 'inverse, le candidat Macron de 2022 décide au contraire en président jupitérien de « relancer le nucléaire pour garantir notre indépendance énergétique ».* Cette politique est erratique, irrationnelle et surtout inefficace à l 'égard des enjeux climatiques.
Car tout d 'abord, le nucléaire est **hors sujet** : l'électricité ne pèse que20% de l'ENERGIE consommée sur la planète. L'électricité d'origine nucléaire c'est 10% de l'ELECTRICITE produite sur la planète[3], donc 2% de l 'énergie !
Ensuite, le nucléaire est **hors délai** car irréaliste techniquement : pour atteindre 50% du mix électricité mondial (soit 10% de l 'énergie), il faudrait multiplier par 5 le nombre de réacteurs, donc construire 2000 réacteurs partout sur la planète pour tenir compte des réacteurs en fin de vie, mobilisant d 'énormes ressources en eau. Et les réserves exploitables d 'uranium seront épuisées en 2070 (pour les 440 réacteurs en service) avant le pétrole.
Enfin et surtout, le nucléaire est dangereux car **hors de contrôle** :les déchets restent radioactifs 100 000 ans

et 1% du parc mondial a subi une fusion du cœur en 50 ans; d ici 2070, avec 5 fois plus de réacteurs, combien d accidents majeurs seraient à redouter ? Avec plus de 150installations nucléaires, notre pays est bien placé pour une prochaine catastrophe. Au bout de la chaîne, les déchets radioactifs prolifèrent. Pour régler au mieux cette dette écologique léguée aux générations futures, le savoir-faire des travailleurs/euses du nucléaire est incontournable.
C est donc une certitude : le nucléaire ne sauvera pas le climat. De plus, le dérèglement climatique intensifie les évènements extrêmes, d où une autre certitude : le climat ne sauvera pas le nucléaire[4].

Pour une révolution énergétique et écosocialiste
En France, les énergies fossiles représentent les 2/3 de l énergie consommée (transports = 31%, habitat = 21%, industrie = 12%,agriculture, élevage, pêche = 3%). On doit agir en priorité sur les modes de transport et le type d habitat, qui concentrent 80% environ des émissions.Partant de ce constat, notre démarche suit une logique difficilement contestable, avec deux principes :

- Développer en priorité la sobriété et efficacité énergétique
- Développer les énergies renouvelables au détriment des énergies fossiles et « fissiles »

L urgence est d abord d adapter la production aux besoins sociaux. Cette révolution énergétique, désormais incontournable, sera à la fois technologique (appropriation des connaissances scientifiques et de ses développements techniques au service de l humanité et de son environnement) et politique (mode de développement économique, des transports, de l habitat, aménagement de l environnement dans lequel nous vivons toutes et tous), les deux étant liés.
Pour y parvenir, les politiques publiques doivent se réapproprier les secteurs clés de l économie. Mais aussi mettre en oeuvre un plan de reconversion des emplois (filière nucléaire, branche automobile).Pour cela il faut exproprier sans indemnités ni rachat les multinationales capitalistes, notamment de l automobile et de l énergie. Ce secteur stratégique devra s organiser au sein d un monopole public de l énergie, décarboné et dénucléarisé, un vrai service public cogéré par les salarié.e.s et les usager.e.s.
Face à la loi des marchés, il faut mettre au centre de l action publique une planification écosocialiste donc l anticipation, la délibération démocratique sur les choix sociaux et politiques. Prendre les moyens de décider de ce qui doit être produit et comment, par la socialisation de l économie sous le contrôle des salarié.e.s et des usager.e.s et par la planification de la gestion des ressources. D ores et déjà, des mesures immédiates pourraient être mises en œuvre :

- Abroger les dispositions sur la concurrence et la privatisation (loi PACTE, loi NOME), en finir avec la CRE et l ARENH[5],dispositif aberrant qui brade aux opérateurs privés le quart de la production électrique des centrales nucléaires à un tarif privilégié (42 €/MWh), inférieur au prix de revient (60 à 120 €/MWh)[5].
- Stopper le tout-auto et le tout-camion :développer le ferroviaire interurbain, la gratuité des transports publics urbains,les mobilités alternatives (vélo, deux-roues à motorisation légère, marche à pied, taxis publics).
- Démanteler en totalité l arsenal nucléaire militaire, déficitaire à 100% et mortifère à 200%
- Arrêter sous 10 ans le nucléaire civil : le NPA a élaboré un scénario (prudent) de réduction de consommation électrique(économies : 141 TWh) et de développement des ENR (189 TWh) permettant découvrir les besoins[6]
- Stopper la politique d urbanisation et d artificialisation des sols imposée par la spéculation immobilière et les groupes du BTP, développer les économies d énergie (isolation, exposition) et les productions d énergie décentralisée (logements à énergie positive), relocaliser les commerces et services publics
- Réorienter le modèle productiviste du capitalisme industriel et agro-alimentaire (fermes géantes, agriculture intensive) : prioriser les circuits courts en relocalisant les productions industrielles et agricoles, et limiter ainsi les transports (personnes et marchandises).

Au niveau européen, la concurrence doit céder la place à la coopération : un programme de recherche scientifique entre organismes publics devrait permettre de développer les énergies renouvelables.
Pour un monopole public de l énergie,secteur « essentiel »
EDF en quasi-faillite, privatisé en partie avec maintien d un nucléaire public,c est la socialisation des coûts et

la privatisation des bénéfices. Le marché libéralisé de l ẗénergie livré à la concurrence capitaliste laisse à la charge de la société toutes les conséquences sociales, économiques, environnementales et sanitaires. Les dividendes versés aux actionnaires d ẗEDF (22 milliards €en 13 ans) auraient été plus utiles à développer les énergies renouvelables.

Concernant les entreprises du secteur de l ẗénergie, le NPA propose :

- leur **mise sous contrôle total par les salarie.es et usager.es**, **sans indemnités ni rachat**, pour contrôler et décider en fonction des besoins prioritaires, en préservant la biodiversité.
- un **monopole public de l ẗénergie**, pour satisfaire les besoins. Et, pour un approvisionnement constant en électricité, une coopération dans le cadre d ùn accord de service public européen mutualisant les productions : éolien off-shore, géothermie dans le nord, solaire dans le sud.

Le capitalisme pousse à la consommation, crée des marchés socialement inutiles. Le principal gisement d ẗénergie, c ẗest les économies : arrêt des gabegies, du tout-auto, des gadgets inutiles, de l ùobsolescence programmée ‴ au profit d ẗappareils sobres en énergie, de l ùisolation thermique, de la maîtrise de l ẗéclairage public, d ùne politique de transports cohérente et efficace.

En conclusion, face au dérèglement climatique, une **révolution énergétique** est inéluctable :

- l ẗénergie la moins dangereuse, la moins carbonée et la moins chère est celle qu ùon ne consomme pas : **la sobriété énergétique est le principal gisement de ressources énergétiques**, qui reste à exploiter : en finir avec le gaspillage en réduisant la surconsommation électrique.
- l ẗénergie socialement nécessaire peut et doit être couverte en quasi-totalité par des énergies renouvelables, en veillant à préserver les ressources naturelles et la biodiversité : passer d ùne **énergie de stock** (nucléaire,hydrocarbures) à une **énergie de flux**(renouvelables)

Cela implique une vraie rupture vers une société non productiviste.

Les mobilisations pour la justice climatique et l ẗaccès aux droits élémentaires (alimentation, logement, santé, éducation, énergie ‴)montrent aux gouvernements de la planète que l ùon doit désormais compter avec la jeunesse et les peuples du monde entier.

25/02/2022

- *Rapport Overseas Development Institute*
- *Réponseà The Shift Project*
- *Productionélectrique mondiale 2021: nucléaire 10%, renouvelables 26%, fossiles64%*
- *Evènements climatiques : centrales duBlayais (1999), de Cooper, Fort Calhoun (USA, 2011)* ‴
- *Commission de Régulation de l T̈energie /Accès Régulé à l T̈electricité Nucléaire Historique*
- *L ẗAnticapitaliste hebdo n°592 (25/11/2021)*